

Corrigé : Philosophie



Examen : **Baccalauréat**

Session : **2018**

Série :	A1	A2	A4	C	D	G	Stc	Sti
Coeff. :	4			2	2	1		

Nbr pages : ??

Durée : 4 4 4 4

Séries A1CD : Orientations pour la correction

Nous proposons ici des orientations pour la correction des trois sujets proposés dans les séries scientifiques, et non une correction type. Il va sans dire que le jury de correction conserve la latitude, moyennant le débat habituel, d'affiner ces directives pour arrêter un plan qu'il jugera être à la mesure du candidat moyen.

Sujet n°1 : La désobéissance civile est-elle un droit démocratique ?

Analyse : Ce sujet s'inscrit dans le cadre de la thématique de la citoyenneté en rapport avec l'Etat, particulièrement l'Etat démocratique. Dans ce rapport, chacun a des droits mais aussi des devoirs envers l'autre. Toutefois, ici on interroge le candidat sur un phénomène qui est en soi contraire à la loi (la désobéissance), et qui est loin d'être un droit (mais qui pourrait être considérée dans une large mesure comme légitime), puisqu'on sait que même en démocratie, on doit obéir à la loi, et surtout on doit se soumettre à la volonté générale. Ainsi, toute l'essence du travail consiste à trouver et à justifier des raisons qui peuvent amener les citoyens à désobéir à l'Etat d'une manière légitime. Assurément, la majorité de collègues ont abordé le texte de la citoyenneté de Schnapper et ils auraient montré aux élèves qu'en politique la souveraineté peut revenir légitimement aux citoyens. Il faut noter que l'un des devoirs des citoyens, c'est l'obéissance à l'autorité qui gouverne. Le piège se situe effectivement sur l'expression « désobéissance civile », il n'agit pas du rapport d'un citoyen avec un autre ; mais des citoyens avec l'autorité démocratique. Le candidat sera amené à parler de ce système ou régime politique appelé démocratie et de ses principes : il privilégie le rapport entre l'autorité qui gouverne et son peuple. Parmi tant d'autres questions, quels sont les devoirs des citoyens envers son pouvoir ? Sinon, devons-nous obéir même si la loi est taillée à la mesure de la seule classe dirigeante (donc obéir à des mauvaises lois) ? Si la souveraineté démocratique se manifeste dans les élections, pourquoi l'on doit se soulever avant même les échéances ? Qu'est-ce qui rend légitime la désobéissance civile ? Quelles sont les possibilités qu'a le peuple pour reconquérir ses droits lorsqu'ils sont bafoués par le pouvoir ? Est-ce que le pouvoir aura droit de se servir de la force pour imposer l'ordre politique ? Autant de questions que le candidat aura la possibilité de poser pour cadrer son analyse.

Esquisse de plan :

A) Le candidat peut commencer ses analyses en expliquant d'abord ce qu'il entend par citoyen. Il est celui qui jouit, dans une communauté politique nommée Etat, des droits civils et politiques. Il démontrera que la notion de la citoyenneté n'a de sens qu'en démocratie, considérée comme pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple, en ce sens que la souveraineté démocratique revient légitimement au peuple. Il aura à expliquer les principes de la démocratie : le régime où le suffrage universel est librement exercé sans aucune contrainte morale ou physique. Dans une démocratie, il appartient au peuple de choisir ses représentants, de contrôler les actions du pouvoir politique. Il peut montrer que dans un régime démocratique, le citoyen doit jouir des *droits politiques* qui se fondent sur la participation de chacun dans les affaires publiques de son pays ; et en même temps les *droits civils* garantissant l'exercice des libertés individuelles. C'est donc par l'engagement de l'individu dans les affaires publiques que se construit sa *citoyenneté*. Dans ce cas, où réside la nécessité de manifester sa désobéissance ?

Mais, l'ouverture d'un tel sujet donne la possibilité au candidat de commencer ses analyses par la notion de « désobéissance civile », qui se caractérise par un soulèvement populaire contre le pouvoir, comme il peut, d'abord montrer les devoirs des citoyens envers le pouvoir. Pour rappel, l'un des devoirs des citoyens envers le pouvoir n'est autre que l'obéissance à l'autorité qui gouverne, puisque ce sont les citoyens qui l'ont choisi. Dans ce cas, le candidat peut éventuellement interpeller Rousseau en expliquant qu'obéir à l'autorité qui gouverne (au souverain), c'est s'obéir à soi-même, puisque le Souverain est le fruit de sa volonté. Puis expliquer que dans une démocratie, les citoyens ne sont pas passifs, puisqu'ils ont le devoir de contrôler les actions des gouvernements pour qu'enfin ils les sanctionnent ou pour qu'ils aient le droit de revendiquer leur droit. Et si ces droits sont violés par l'autorité qui gouverne, qu'est-ce qu'ils doivent faire ? Est-ce que revendiquer ses droits implique nécessairement désobéir à l'autorité ?

B) Mais pour pouvoir aborder le fond de la question, il aura ensuite à expliquer que l'une des conditions de la démocratie n'est autre que l'égale obéissance à la loi de toutes les libertés en ce sens que le droit (loi) reste l'expression de la volonté générale. En ce sens, l'un des devoirs du citoyen construisant sa vie ou jouissant de ses droits civils n'est autre que l'obéissance aux lois prescrites pour régler les relations entre les individus à la fois libres et égaux devant le droit. Toutefois, si l'Etat en question est une dictature, la volonté générale n'a plus un mot à dire puisque tout est dicté par le despote et ses sbires. Dans ce genre de système, la loi est taillée à la mesure des appétits du despote, et si on doit obéir, ce n'est pas parce que la loi est bonne, mais parce qu'on a peur de la terreur des militaires et des milices. Alors, la démocratie accorde aux citoyens la possibilité de sanctionner l'action gouvernementale et même l'autorité qui gouverne à travers les urnes. Autrement dit, les élections restent l'arme principale pour le peuple de montrer son dégout ou particulièrement de rejeter la politique menée par les gouvernements. Dans cette approche, la désobéissance civile n'est pas un droit démocratique ; au contraire, elle engendrera du désordre, de l'insécurité. Pour cela, si le pouvoir n'est pas fort, le pays risque de sombrer dans l'anarchie. Mais dans une telle situation, si c'est l'autorité qui bafoue les libertés fondamentales de l'homme et qui ne respecte pas la loi ou se montre comme dans le despotisme qu'elle est au-dessus de la loi, en violent même la loi fondamentale, est-ce qu'il ne sera pas légitime pour le peuple de chercher d'autres solutions ? Si la loi interdit toute désobéissance, est-ce que le soulèvement des citoyens contre le pouvoir ne sera pas lui-même légitime ? Auquel cas, est-ce que la légitimité ne serait pas au-dessus de la légalité ?

C) Mais lorsque cette violation des libertés les plus élémentaires des citoyens est exacerbée et que le peuple ne se reconnaît plus dans l'Etat, là où Machiavel demandait au Prince d'user de toute sorte de moyens pour rester au pouvoir ; le peuple imbu de démocratie se réserve le droit de se soulever contre la dictature. Rappelons que toute légitimité politique est donnée par le peuple par voie électorale. Et si on martyrise ce même peuple en lui privant de ses libertés, la désobéissance civile restera l'unique arme capable d'inverser la vapeur, et dans ce cas précis, elle est légitimement légale. On notera que cette désobéissance sera un droit, si et seulement si, le soulèvement se fait pour récupérer les droits des citoyens et non pour servir les intérêts d'une personne. Il faut donc faire attention à la manipulation des consciences d'où, l'éducation à la citoyenneté.

Sujet n°2 : Le travail est-il à l'origine des inégalités sociales ?

Analyse : Un sujet classique mais qui trouve son essence dans le monde moderne. On demande au candidat de se questionner sur les multiples conséquences du travail, surtout au niveau intellectuel et économique. C'est en partant de cet aspect qu'il peut se situer sur l'élan de ce monde moderne, qui fait que l'individu est évalué pas seulement par ses capacités cognitives, mais surtout par le salaire qu'il gagne, et donc par son pouvoir d'achat et de donner. Ainsi, le candidat peut se demander : Que gagne-ton en travaillant ? Quelle est la valeur sociale du travail ? Le chômeur a-t-il sa place dans la société ? D'où sont issues les inégalités sociales ?... Un plan analytique (progressif) y répondra mieux.

Esquisse de plan :

- A) Le candidat peut commencer son raisonnement en remontant l'histoire, qui nous apprend que les inégalités sociales étaient vues comme innées. Ce qui signifierait que le fils du pêcheur était condamné à devenir pêcheur par exemple. Cette conception qui a causé l'exclusion d'une partie de la société a traversé l'Antiquité jusqu'au XVIII^e siècle, et peut se lire à travers des phénomènes tels que l'esclavage, la colonisation et plus pire encore, le système d'apartheid ou ségrégation raciale. Mais cette conception renvoie à des inégalités sans fondements scientifiques et poserait la problématique de l'humanité qui ne se définit pas par la nature, mais plutôt par la culture. Or qui dit culture, dit travail...
- B) Si toute culture a besoin d'un travail (enseignement-apprentissage), c'est donc dans et par le travail qu'on acquiert son humanité à partir du processus de transformation de l'esprit, d'où l'importance de l'éducation (école). Toutefois, tous les enfants ne réussissent pas à l'école. De-là, les premières inégalités explicables vont apparaître : les plus intelligents et une partie des plus riches vont réussir. Là, on aboutit à des inégalités scolaires par exemple, à partir du travail de chacun. En cultivant la méritocratie, l'école et la société en général, créent des inégalités, mais des inégalités positives et inévitables.
- C) Dans une dernière étape, le candidat tentera de généraliser le problème et reliant travail d'une manière générale et inégalité. En fait, ceux qui ont réussi à l'école et dans la vie, ont un statut particulier dans la société. Par le travail, l'homme se crée des relations sociales et devient une personnalité : Travailler, c'est tout simplement trouver sa place dans une société. Cette place n'est autre que la valeur, l'importance qu'on accorde à l'homme puisqu'il a les moyens comme on dit. A l'inverse, le chômeur semble même, ne pas répondre à sa condition d'homme et devient un marginal de la société. En somme, dans le monde moderne, c'est le travail qui est l'unité d'évaluation des hommes, et c'est en ce sens qu'on peut dire qu'il est à l'origine des inégalités sociales. On se gardera de limiter le travail valorisant à la bureaucratie. Tout acte productif de revenu est un travail. Travaillons donc à pouvoir travailler, telle est le leitmotiv de l'homme.

Mouvement du texte : A partir d'une étude en profondeur, on peut dégager trois (3) axes de réflexions justifiant cette thèse :

Axe 1 : La connaissance scientifique n'est pas un savoir absolu, elle se réalise par à coup pour cause d'obstacle (L1-L7)

Axe 2 : Pour l'esprit scientifique, l'opinion est le plus grand obstacle à surmonter, car fondé sur les croyances, les coutumes, les traditions..., il s'interdit de penser et croit seulement (L8-L15)

Axe 3 : La connaissance scientifique est le résultat de l'effort de l'esprit humain qui doit s'interroger sur le déterminisme, elle n'est jamais une donnée (L15-L21)

Intérêt/ leçon philosophique : Le progrès scientifique ne se réalise pas par une accumulation de découvertes qui viendraient frapper notre esprit. Le savoir scientifique est une construction objective et rationnelle qui nécessite des remises en questions incessantes, des vérifications, des abandons, des recommencements... Pourtant, ce sont ces obstacles épistémologiques qui font la valeur et l'objectivité de la connaissance scientifique. Ce qui la distingue donc de la connaissance vulgaire et empirique qui ne se fonde que sur le vécu. Le candidat peut confronter cette thèse avec celles d'autres penseurs ou à la lumière de ses propres connaissances.

